



LIMINAIRE AU CHS CT 13 décembre 2018

Monsieur Le Président,  
Mesdames et Messieurs les membres de l'Administration,

« *Tout sauf le service public, tout sans le service public* », tel est le leitmotiv qui structure toute la politique gouvernementale depuis un an. Solidaires Finances considère qu'il n'y a ni fatalité ni sens de l'Histoire à vouloir détruire les services publics. Une telle orientation n'est pas durable. Le seul choix durable désormais est de faire prévaloir l'intérêt général.

Nous en avons l'obligation car l'absence ou le recul des services publics devient le signe évident de mauvaise santé de toute une société, que sa cohésion est menacée, que sont alimentées les tensions et discriminations.

Solidaires Finances fait de l'amélioration des conditions de travail un combat prioritaire. Ce combat se situe dans un contexte politique d'austérité budgétaire, de montée des inégalités, d'attaques contre les instances représentatives du personnel (CHSCT, CT, CAP), d'attaques contre les droits des agents et plus largement de choix très contestables qui n'ont comme unique priorité une logique comptable et marchande.

La fusion de la DGI et de la DGCP avait été annoncée en mai 2007 au motif fallacieux que ces deux Directions faisaient globalement le même travail et que leur fusion permettrait de supprimer des emplois. Le sens même de cette décision politique ne pouvait que fragiliser la nouvelle embarcation DGFIP. Les deux anciennes Directions Générales avaient déjà subi des suppressions d'emplois. Aujourd'hui encore, 1.600 emplois en 2018 et 2.130 emplois seront supprimés en 2019. La DGFIP passera donc à l'horizon 2020 sous la barre des 100.000 emplois au total : rêve de nos Ministres et cauchemar pour les agents.

Depuis 10 ans, la charge de travail des agents n'a cessé d'augmenter :

- le nombre d'avis d'Impôt sur le Revenu et de Taxe d'Habitation a progressé de plus de 5 %;
- le nombre d'avis de Taxe Foncière a progressé de plus de 11 %;
- le nombre d'entreprises soumises à TVA et à l'Impôt sur les Sociétés a progressé de plus de 42 %;
- le volume des sollicitations dans les accueils des services a progressé de plus de 39 %;
- le nombre de locaux gérés par les services du Cadastre a progressé de plus de 11 %;
- le nombre d'actions de recouvrement a progressé de plus de 64 % pour les particuliers et de 15 % pour les entreprises...

Ce vaste chassé-croisé entre moyens en baisse et travail en hausse sur fond de management « resserré » n'est pas sans conséquences. Preuve en est la solution trouvée par la DGFIP avec la plate-forme d'écoute et de soutien téléphonique. Encore une fois on traite les conséquences des RPS et non les causes.

La DGDDI sort de plusieurs décennies de suppressions d'emplois. Au titre du budget 2019, elle peut passer pour une grande privilégiée. Mais tout ceci ne peut être vu que comme un « *rattrapage partiel* » d'années de diète et de casse.

Les « augmentations d'emplois » sont, elles, liées à des phénomènes conjoncturels. S'agissant de la période qui s'ouvre, le motif du « *coup de pouce* » est notre voisin d'Outre-Manche et son Brexit, Brexit dont la traduction précise et les conséquences en matière douanière restent inconnues à ce jour.

L'unification des réseaux comptables Douane et FiP semble être actée alors même que les recettes interrégionales viennent à peine d'être créées (la RI de Marseille n'aura fini d'absorber les autres recettes régionales de PACA-Corse qu'en novembre 2019). Dès lors, l'administration des Douanes n'aura plus le caractère d'une administration comptable. D'ici quelque temps, on voit donc se dessiner une Administration beaucoup plus concentrée (avec un découpage territorial forcément impacté), qui n'a plus de rôle comptable et dont les missions fiscales pourraient n'être que résiduelles.

Solidaires Finances n'acceptera jamais que les douaniers ne soient qu'une simple variable d'ajustement dans des scénarii d'évolution qui n'auront jamais été clairement posés, discutés, concertés, y compris en prenant le temps nécessaire.

Solidaires Finances dénonce le démembrement en « dominos » des activités de l'INSEE.

Si les établissements situés en dehors des nouvelles préfectures de région sont conservés, beaucoup de missions leur ont été retirées, en particulier celles de diffusion et de publication d'études. Cette fonction d' « action régionale » a été sacrifiée sur l'autel des économies budgétaires, en abandonnant le service rendu aux citoyens. Au passage ressort la vieille rengaine de la transformation de l'INSEE en « agence ».

Au fur et à mesure des réformes, l'INSEE perd ses effectifs et ses missions, forçant l'institut à suivre une voie qu'il ne souhaite pas : se contenter de la production statistique sur les obligations réglementaires institutionnelles, alors qu'il devrait être en mesure de fournir de nombreuses études permettant de mieux comprendre les réalités économiques et sociales, tant au niveau national qu'au niveau local.

Pression statistique, affaiblissement des marges de manœuvre, rythme et intensification du travail accrus, hausse des tensions, individualisation croissante, augmentation des situations de « mal être » et de souffrance au travail, les agents des Finances connaissent les mêmes évolutions négatives que l'ensemble des salariés.

La perte de sens au travail est aggravée par ces mêmes évolutions auxquelles s'ajoutent plusieurs facteurs extérieurs : crainte de la mobilité forcée et d'un affaiblissement des droits sociaux, précarisation des emplois, baisse de la qualité du service public .

Les politiques de destruction des emplois publics et l'utilisation des nouveaux modes de management engendrent toujours plus de souffrance au travail, de désintérêt du travail, de burn out, de tensions avec les usagers...

**Solidaires Finances reste mobilisé et fait des questions d'amélioration des conditions de travail et de santé au travail un combat prioritaire.  
Nous ne lâchons rien pour faire que ces sujets-là deviennent réalité.**

**Solidaires Finances se bat contre tous ceux qui se plient à l'idée fausse que le service public serait dépassé, condamné, négligeant ainsi ce qu'il porte de force et d'intelligence sociales et organisationnelles dans l'histoire humaine moderne.**